

# Répertoire et démographie des entreprises modernes en 2013



## Chiffres clés

**75%** le nombre d'entreprises implantées à Douala et Yaoundé

**52,5%** des entreprises sont des entreprises individuelles

**222 906** employés dans le secteur moderne dont **52 071** dans les PME

**84,4%** de cumul de chiffre d'affaires généré par les Grandes entreprises.



Institut National de la Statistique/  
National Institute of Statistics

BP: 134 Yaoundé

Tel.: (+237) 222 22 04 45

Fax: (237) 222 23 24 37

Website: [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)

Décembre 2016

## **Avant propos**

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de vous présenter la situation du répertoire des entreprises modernes en 2013. Cette initiative se situe dans la continuité de l'étude sur la démographie des entreprises réalisée en 2010, à la suite du Recensement Général des Entreprises (RGE) réalisé en 2009.

La production des indicateurs de la démographie des entreprises concourt à l'atteinte des objectifs de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS). L'étude traduit la volonté de l'Institut National de la Statistique de répondre aux attentes de nombreux acteurs/utilisateurs (décideurs, milieux d'affaires, partenaires techniques et financiers, chercheurs, etc.) qui œuvrent pour l'essor d'un véritable tissu économique, gage de progrès économique et social.

Cette première édition donne la situation des entreprises assujetties à la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) et concerne l'exercice 2013 avec le récapitulatif de 2010. Ce résultat s'inscrit en droite ligne du processus de mise en place et d'opérationnalisation de la Centrale des Bilans des Entreprises qui est un chantier que l'INS a démarré en 2012. Dans le cadre de cette activité, une nouvelle chaîne de traitement des DSF a été mise en place avec deux pools de saisie à Douala et Yaoundé. Ce dispositif a conduit à ce jour à la saisie complète des DSF des entreprises du Système Normal, Système Allégé, des DSF des Etablissements de Crédit et des Sociétés d'Assurances pour les années 2007, 2010, 2011, 2013.

Il est envisagé dans les prochaines parutions de prendre en compte les entreprises du Système Minimal de Trésorerie (constitué principalement des TPE) et le Système des établissements de microfinance, afin de mieux capter le tissu économique moderne dans sa globalité.

Le rapport se focalise sur les données d'identification et quelques données économiques des entreprises dont les DSF ont été collectées pour l'exercice 2013. L'INS profite de cette occasion pour encourager les entreprises quelle que soit leur taille, à déposer leurs DSF dans les délais réglementaires auprès de la Direction Générale des Impôts ou alors directement au niveau des Agences régionales de l'INS.

De même, l'INS tient à remercier les responsables des entreprises ayant déposé leur déclaration statistique et fiscale au cours dudit exercice. L'Institut National de la Statistique accueillerait avec intérêt les suggestions susceptibles de contribuer à l'amélioration de ce document.

Les bases de données constituées peuvent être consultées à l'adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique **BP : 134 Yaoundé** Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21 Fax : (+237) 222 23 24 37 -Site Web: [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org); [www.nada.stat.cm](http://www.nada.stat.cm).

## Liste des sigles et Abréviations

---

<b>BDEF</b>	Banque de Données Economiques et Financières
<b>CFCE</b>	Centre de Formalités et de Création d'Entreprises
<b>CITI</b>	Classification Internationale Type par Industrie
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DSCE</b>	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
<b>DSF</b>	Déclaration Statistique et Fiscale
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>MINPMEESA</b>	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
<b>NACAM</b>	Nomenclature des Activités du Cameroun
<b>NAEMA</b>	Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'Afristat
<b>OES</b>	Organisation de l'Economie Sociale
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>RCCM</b>	Registre du Commerce et Crédit Mobilier Cameroun
<b>RGE</b>	Recensement Général des Entreprises
<b>SNDS</b>	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique

---

## Sommaire

Avant propos .....	2
Liste des sigles et Abréviations .....	3
Sommaire .....	4
Introduction .....	5
1 Aperçu de la méthodologie .....	6
2. Entreprises en activité .....	8
3. Implantation des entreprises .....	9
4. Forme juridique .....	10
5. Emploi dans les entreprises modernes .....	11
6. Activités économiques exercées .....	11
7. Poids des entreprises par activité en 2013 .....	13
8. Top 15 des entreprises en termes de chiffres d'affaires en 2013 .....	15
9. Top 15 des entreprises en termes d'effectifs employés en 2013 .....	16
10. Dynamique de création des entreprises .....	16
Conclusion et perspectives .....	19

## **Introduction**

Le premier Recensement Général des Entreprises réalisé par l'INS en 2009, a permis de mettre en place un répertoire national des entreprises modernes dont la mise à jour se fait principalement à partir de la collecte des DSF.

La DSF occupe une place centrale pour le suivi des entreprises modernes. Elle permet notamment d'avoir une visibilité sur la situation comptable et financière des entreprises, d'appréhender les indicateurs structurels du système productif, et d'élaborer les comptes nationaux. Pour ce faire, il est capital de disposer des liasses fiscales pour chaque exercice comptable.

La disponibilité de ces DSF en 2013 (11 279 unités collectées) a permis la réalisation du présent document sur le répertoire et la démographie des entreprises modernes au cours dudit exercice.

Ce rapport permet non seulement d'actualiser les informations sur les entreprises modernes, mais aussi de disposer d'une base de données indispensable à tout exercice de planification et à la réalisation de diverses études. Il met ainsi en relief, les entreprises et branches d'activités les plus importantes selon les caractéristiques socio-économiques telles que le chiffre d'affaires et les effectifs employés.

Il s'agit de mesurer les éléments tels que la démographie, l'implantation géographique, la répartition et le classement des entreprises suivant des variables telles que le chiffre d'affaires, l'effectif employé etc.

## 1 Aperçu de la méthodologie

### *Définitions et objectifs du répertoire*

Au sens du présent document, les entreprises modernes sont celles relevant du secteur formel et remplissant une DSF. Le répertoire des entreprises modernes est donc une base de données qui identifie les entreprises de ce type, et enregistre les informations relatives à l'identification administrative, la localisation géographique, l'activité, l'emploi etc.

L'objectif principal de ce répertoire est de fournir des informations fiables et à jour sur la structure et la démographie de toutes les entreprises modernes (et leurs établissements) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. De manière spécifique, ce répertoire vise à :

- ☞ répertorier les entreprises assujetties à la DSF (et leurs établissements) dans leur exhaustivité;
- ☞ renseigner pour chaque entreprise/établissement son poids économique, ses activités, sa localisation, etc.
- ☞ assurer la mise à jour des informations pour suivre la démographie des entreprises.

A partir de la masse d'informations contenue dans le répertoire, plusieurs prestations peuvent être fournies, notamment :

- la constitution d'échantillon pour les enquêtes et études auprès des entreprises ;
- l'analyse statistique de la population des entreprises et de sa démographie ;
- le suivi des performances du secteur privé ;
- la diffusion d'informations fiables sur les entreprises pour les besoins des utilisateurs ;
- les études de marché (recherche de partenaires exerçant dans une branche donnée, connaissance de la structure de l'économie nationale, mesure de la contribution des entreprises à l'emploi, etc.) ;
- Les informations fiables pour l'élaboration des comptes nationaux.

### *Champ*

Le répertoire des entreprises modernes enregistre toutes les entreprises établies sur le territoire national, et assujetties à une DSF, selon le plan comptable en vigueur auquel ces entreprises sont soumises. Les entreprises répertoriées sont celles qui ont effectivement déposés leurs bilans de l'exercice de référence.

### *Sources de données*

Les données proviennent des déclarations statistiques et fiscales (DSF) déposées par les entreprises auprès de la DGI ou à l'INS. Les DSF retardataires ou rectificatives collectées lors de la campagne sur l'exercice suivant, sont également prises en compte dans le répertoire de l'exercice sous revu.

### *Période de publication*

Le répertoire et la démographie des entreprises modernes de l'exercice sous revu (année N) est publié en fin d'année N+1.

### *Nomenclature utilisée*

La codification des entreprises répertoriées est faite selon la Nomenclature des Activités du Cameroun rev1 (NACAM, rev1). Cette classification est une adaptation de la Nomenclature

d'Activité des Etats Membres d'Afristat (NAEMA, rev1), elle aussi issue de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI, rev4) des Nations Unies.

La NACAM rev1 est la nomenclature officielle rendue obligatoire par décret N°2004/0134/PM du 09 janvier 2004.

### *Les principales variables*

Elles sont :

- le numéro de contribuable ;
- le numéro d'identification au RCCM ;
- le capital social de l'exercice;
- la forme juridique ;
- la raison sociale ;
- le sigle ;
- le site web ;
- le numéro d'identification attribué par l'INS à l'entreprise ;
- l'effectif d'employés de l'exercice;
- l'activité de l'entreprise ;
- le chiffre d'affaires de l'exercice ;
- le dépôt de la DSF ;
- La date de Création.

### **Encadré 1 : La Banque des Données Economiques et Financières**

La Banque des Données Economiques et Financières (BDEF) a pour objectif de présenter les données agrégées pour l'ensemble des entreprises dites modernes et qui sont dans le répertoire ci-dessus évoqué. Ainsi un premier niveau d'agrégation rassemble 43 branches d'activités et un autre rassemble 13 formes juridiques. Pour chaque niveau d'agrégation, les résultats sont présentés à travers les quatre types de tableaux ainsi intitulés :

- Bilan : actif ;
- Bilan : passif ;
- Compte de résultats : charges ;
- Compte de résultats : produits.

La mise en place de cette Banque des Données Economique et Financière (BDEF) s'est faite en plusieurs étapes.

Une exploitation de la base de saisie des DSF 2013 a d'abord permis de constituer un répertoire et les caractéristiques d'identification et de classement de 10 667 entreprises qui ont eu à déposer un état financier pour l'exercice 2013. L'examen de ce répertoire, compte tenu de la réalité économique a permis d'identifier 175 entreprises importantes qui n'ont pas déposé de document financier de l'exercice 2013. Les informations pour celles ci ont été complétées selon les cas suivants:

◆ 1er cas : elles ont déposé leur document de l'exercice 2014. Dans ce cas, l'information de

l'année 2013 est récupérée à partir du document de l'année 2014 ;

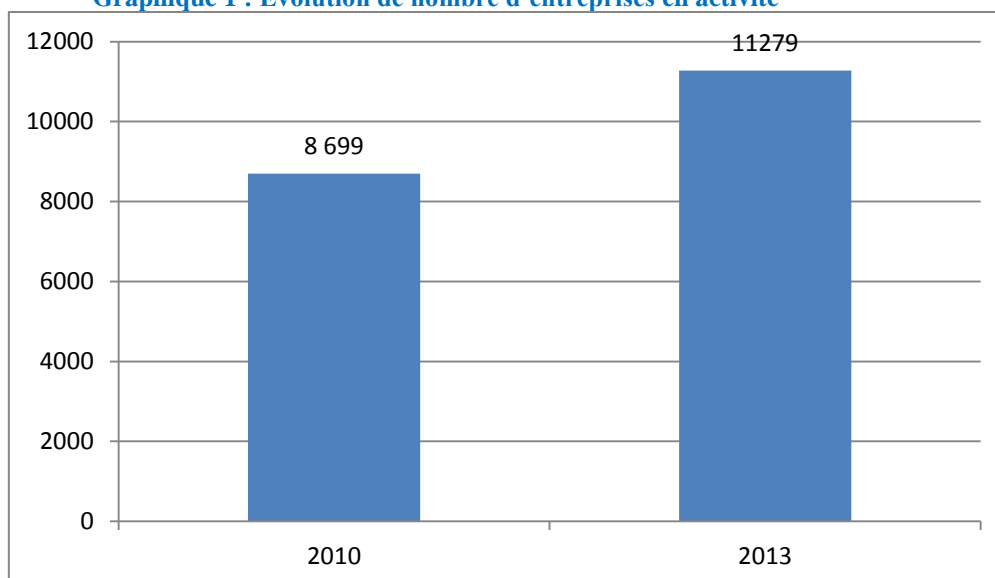
◆ 2ème cas : Elles n'ont pas déposé leur document de l'exercice 2014 : les données sont estimées en appliquant l'évolution moyenne du secteur d'activité des entreprises concernées.

Une exploration du fichier des DSF 2014, a ensuite permis de répertorier 845 entreprises qui ont déposé leurs DSF de 2013 tardivement en 2014. Une intégration de ces entreprises dans le répertoire porte le nombre d'entreprise du répertoire à 11 687. Un contrôle des données de ces 11 687 entreprises a révélé l'existence des doublons dans la base, d'où la nécessité d'un apurement. A l'issue de cet apurement, le répertoire final 2013 comporte 11 279 entreprises.

C'est enfin à partir des données de ces entreprises qu'a été constituée la Banque des Données Economiques et Financières (BDEF)

## 2. Entreprises en activité

Graphique 1 : Evolution de nombre d'entreprises en activité



Source : Centrale des Bilans

Le nombre d'entreprises modernes répertoriées en 2013 est de 11 279 unités, soit un accroissement de 29,7% par rapport à 2010. Cette évolution peut s'expliquer par :

- La création de nouvelles entreprises ;
- La formalisation des entreprises existantes ;
- La mise à jour de l'identifiant unique ;
- La meilleure couverture du champ.

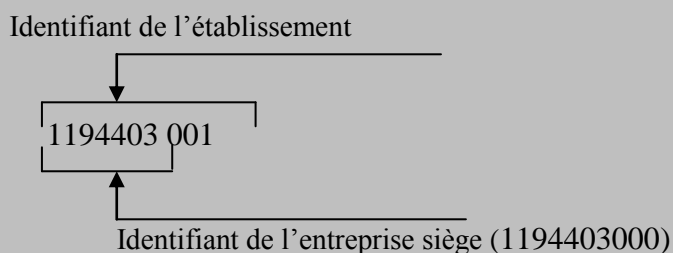
### Encadré 2 : Le code INS

L'identification des unités économiques du répertoire se fait à deux niveaux : celui de l'entreprise siège et celui de l'établissement. L'identification d'une entreprise siège au répertoire est faite grâce à l'attribution d'un code numérique non significatif comportant 7



chiffres (complété par les zéro pour tenir sur 10 positions). Tout établissement est identifié par un code numérique, également non significatif, à 10 chiffres.

**Illustration :**



Le numéro attribué est non significatif en ce sens qu'il ne contient aucun code caractérisant l'activité, la localisation des unités, la forme juridique ou la taille de l'entreprise etc.

Le code identifiant d'une entreprise permet d'identifier théoriquement 9 999 999 (neuf millions neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf) entreprises sièges. Tout établissement reçoit un code identifiant d'établissement même pour une entreprise qui exploite un établissement unique. Le code identifiant de l'établissement comporte en racine le code identifiant de l'entreprise siège plus un numéro interne de classement (NIC) qui est séquentiel (commençant par 001). Le numéro interne de classement comporte autant de zéro à gauche pour tenir sur trois positions. Un code attribué à un établissement n'est plus jamais utilisé au profit d'un autre établissement de cette entreprise. Le NIC permet d'identifier théoriquement 999 (neuf cent quatre vingt dix neuf) établissements pour une entreprise donnée.

Le code identifiant d'une entreprise est un numéro séquentiel à 6 chiffres plus une clé de contrôle attribué automatiquement et qui en assure l'unicité et la validité.

Le numéro séquentiel est attribué selon la date de création (jour/mois/année) de l'entreprise. En cas d'égalité de date de création, un mécanisme aléatoire est appliqué aux entreprises classées par ordre alphabétique.

**Algorithme de contrôle de validité du code identifiant**

Le principe utilisé pour vérifier la validité du code identifiant attribué est basé sur l'algorithme de Luhn encore appelé « formule de Luhn » ou encore « clé 1-2 ».

### 3. Implantation des entreprises

Les villes de Douala et Yaoundé concentrent plus de 75% d'entreprises modernes.

**Tableau 1 : Répartition des entreprises selon la ville d'implantation**

Ville	Nombre d'entreprise	Pourcentage
Douala	5 589	49,55
Yaoundé	2 949	26,15
Bafoussam	411	3,64
Garoua	282	2,50

Ville	Nombre d'entreprise	Pourcentage
Bamenda	264	2,34
Limbe	220	1,95
Kumba	139	1,23
Maroua	113	1,00
Ngaoundéré	110	0,98
Buea	104	0,92
Edéa	98	0,87
Dschang	83	0,74
Nkongsamba	70	0,62
Tiko	64	0,57
Mbouda	61	0,54
Bertoua	57	0,51
Batouri	42	0,37
Bangangté	36	0,32
Foumban	34	0,30
Autres villes	548	4,86
Non déterminé	5	0,04
<b>Ensemble</b>	<b>11 279</b>	<b>100,00</b>

Source : Centrale des Bilans

## 4. Forme juridique

Tableau 2 : Répartition des entreprises selon la forme juridique

Forme juridique	Nombre d'entreprises	Pourcentage
Société Individuelle	5 918	52,5
SARL Unipersonnelle (SARLU ou SUARL)	231	2,0
Société à Responsabilité Limitée (SARL)	4 133	36,6
Société Anonyme (SA)	636	5,6
Société en Nom Collectif (SNC)	93	0,8
Société en Commandite Simple(SCS)	9	0,1
Coopérative	38	0,3
Groupe d'Initiative Commune (GIC)	60	0,5
Groupe d'Intérêt Economique (GIE))	18	0,2
Entreprise Publique et Parapublique	7	0,1
Etablissement Public Administratif (EPA)	18	0,2
Organisation Non Gouvernementale (ONG)	6	0,1
Autre forme juridique	105	0,9
Non déterminé	7	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>11 279</b>	<b>100,0</b>

Source : Centrale des Bilans

Les entreprises individuelles dominent le tissu des entreprises modernes (52,5%). Les entreprises sociétaires, quant à elles, viennent en deuxième position (45,2%). Il s'agit principalement des SARL (36,6%) et des Sociétés Anonymes (5,6%). La faible représentativité des SA pourrait s'expliquer par le montant minimum de capital social exigé, qui est relativement élevé (10 000 000 FCFA).

Les Organisations de l'Economie Sociale (OES) constituées des ONG, GIC, GIE et Coopératives sont au nombre de 122, soit 1,1 %.

Enfin, les entreprises du portefeuille de l'Etat constituées des entreprises publiques et des établissements publics administratifs sont moins nombreuses avec un pourcentage de 0,2%. Il faut relever toutefois que ces dernières ont un poids considérable, en termes de chiffre d'affaires et d'emplois, dans leurs branches d'activité.

## 5. Emploi dans les entreprises modernes

**Tableau 3 : Répartition des entreprises et des emplois selon la tranche d'effectifs employés**

Tranche d'effectifs employés	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Cumul des emplois	Poids
1 à 5 personnes	7 963	70,6	11 661	5,2
6 à 10 personnes	1 204	10,7	8 627	3,9
11 à 20 personnes	956	8,5	10 566	4,7
21 à 100 personnes	846	7,5	32 878	14,7
Plus de 100 personnes	309	2,7	159 174	71,4
<b>Ensemble</b>	<b>11 279</b>	<b>100,0</b>	<b>222 906</b>	<b>100,0</b>

Source : Centrale des Bilans

En 2013, les entreprises modernes emploient 222 906 personnes. La structure des entreprises selon les emplois pourvus illustre la forte prépondérance des unités de petites tailles : près de 71% des entreprises occupent au plus 5 personnes. Ces entreprises cumulent 5,2% des emplois. A contrario, les entreprises de plus de 100 personnes qui ne représentent que 2,7% en nombre, emploient l'essentiel des effectifs, soit 71,4%.

## 6. Activités économiques exercées

**Tableau 4 : Répartition des entreprises par branche d'activité**

Code Branche	Libellé de la Branche	Nombre d'entreprises	Pourcentage
1	Agriculture	39	0,35
2	Elevage et chasse	34	0,30
3	Sylviculture et exploitation forestière	83	0,74
4	Pêche et aquaculture	1	0,01
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	9	0,08
6	Extraction des minerais	38	0,34
7	Industrie de la viande et du poisson	1	0,01

<b>Code Branche</b>	<b>Libellé de la Branche</b>	<b>Nombre d'entreprises</b>	<b>Pourcentage</b>
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	6	0,05
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	26	0,23
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	23	0,20
11	Fabrication de produits a base de céréales	116	1,03
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	14	0,12
13	Industrie de boissons	21	0,19
14	Industrie du tabac	0	0,00
15	Industries du textile et de la confection	22	0,20
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	4	0,04
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	37	0,33
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	155	1,37
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	0,02
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	48	0,43
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	18	0,16
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	17	0,15
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	108	0,96
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	15	0,13
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	6	0,05
26	Fabrication de matériel de transport	1	0,01
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	44	0,39
28	Réparation et installation des machines et équipements	3	0,03
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	10	0,09
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	15	0,13
31	Construction	749	6,64
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	3 723	33,01
33	Hébergement et restauration	434	3,85
34	Transport et entreposage	579	5,13
35	Activité d'information et de télécommunications	134	1,19
36	Activités financières et d'assurance	198	1,76
37	Activités immobilières	215	1,91
38	Activités fournies principalement aux entreprises	3 414	30,25
39	Administrations publiques et sécurité sociale	0	0,00
40	Activités éducatives	457	4,04
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	381	3,38
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et	78	0,69

Code Branche	Libellé de la Branche	Nombre d'entreprises	Pourcentage
	personnelles		
	<b>Ensemble</b>	<b>11 279</b>	<b>100,00</b>

Source : Centrale des Bilans

La prépondérance du secteur tertiaire demeure une caractéristique principale de l'économie nationale. En effet, les activités de commerce et celles de services aux entreprises sont les plus exercées au sein de l'économie, soit une représentativité de 63,2% du tissu économique moderne. Contrairement à ce qui est observé dans la plus part des pays industrialisés, l'importance du secteur tertiaire au Cameroun ne correspond pas à un niveau de développement élevé.

## 7. Poids des entreprises par activité en 2013

**Tableau 5 : Répartition des entreprises et du chiffre d'affaires selon la tranche de chiffre d'affaires**

Tranche de chiffre d'affaires	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Cumul chiffre d'affaires (Milliards FCFA)	Poids (en %)
Moins de 15 millions	4 512	40,0	23,3	0,3
15 millions à 50 millions	4 207	25,3	81,7	0,9
50 millions à 100 millions	1 355	12,0	93,5	1,1
100 millions à 250 millions	1 095	9,7	171,8	2,0
250 millions à un milliards	753	6,7	370,0	4,2
un milliards à 3 milliards	371	3,3	625,4	7,1
3 milliards et plus	341	3,0	7 391,9	84,4
<b>Ensemble</b>	<b>11 279</b>	<b>100,0</b>	<b>8 757,6</b>	<b>100,0</b>

Source : Centrale des Bilans

Près de 2 entreprises sur 3 réalisent un chiffre d'affaires de moins de 50 millions, dont 40% d'entreprises avec moins de 15 millions. La distribution du chiffre d'affaires est très concentrée entre les grandes entreprises. En effet, les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 3 milliards, sont moins nombreux (3%) mais cumulent 84% de l'activité commerciale des entreprises en 2013.

**Tableau 6 : Chiffre d'affaires moyen par branche d'activité**

Code Branche	Libellé de la Branche	Nombre d'entreprises	Cumul du Chiffre d'affaires en 2013	Chiffre d'affaires moyen en 2013
1	Agriculture	39	154 787 983 627	3 968 922 657
2	Elevage et chasse	34	3 986 424 710	117 247 786
3	Sylviculture et exploitation forestière	83	183 211 527 148	2 207 367 797
4	Pêche et aquaculture	2	8 298 856	4 149 428
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	9	78 113 290 126	8 679 254 458
6	Extraction des minerais	38	9 225 660 643	256 943 229
7	Industrie de la viande et du poisson	1	1 779 951	1 779 951
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	6	105 566 653 798	17 594 442 300

Code Branche	Libellé de la Branche	Nombre d'entreprises	Cumul du Chiffre d'affaires en 2013	Chiffre d'affaires moyen en 2013
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	26	136 300 028 061	3 098 272 284
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	23	109 682 242 301	2 895 034 203
11	Fabrication de produits a base de céréales	116	62 648 811 825	320 023 435
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	14	101 376 468 142	7 241 176 296
13	Industrie de boissons	21	448 978 616 763	21 379 934 132
14	Industries du tabac	0	0	0
15	Industries du textile et de la confection	22	125 767 086 571	3 311 878 281
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	4	768 010 065	192 002 516
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	37	119 319 389 755	3 224 848 372
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	155	59 452 909 750	630 936 934
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	871 686 838 083	435 843 419 042
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	48	206 841 039 845	2 650 457 889
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	18	35 208 119 439	1 956 006 636
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	17	89 450 048 841	5 261 767 579
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	108	198 261 363 306	938 996 148
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	15	18 619 777 359	678 554 042
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	6	3 546 026 449	591 004 408
26	Fabrication de matériel de transport	1	210 749 742	210 749 742
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	44	6 720 259 861	91 161 505
28	Réparation et installation des machines et équipements	3	33 255 144	11 085 048
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	10	292 203 040 661	16 265 802 938
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	15	38 129 148 352	2 723 510 597
31	Construction	749	335 676 243 194	261 346 647
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	3 723	2 876 679 388 419	275 221 525
33	Hébergement et restauration	434	71 981 088 013	95 357 890
34	Transport et entreposage	579	458 524 480 545	679 377 399
35	Activité d'information et de télécommunications	134	579 601 355 109	2 313 661 296
36	Activités financières et d'assurance	198	479 448 547 974	1 372 891 530
37	Activités immobilières	215	15 361 354 949	116 867 013
38	Activités fournies principalement aux entreprises	3 414	391 621 967 526	114 777 833

Code Branche	Libellé de la Branche	Nombre d'entreprises	Cumul du Chiffre d'affaires en 2013	Chiffre d'affaires moyen en 2013
39	Administrations publiques et sécurité sociale	0	0	0
40	Activités éducatives	457	23 395 426 069	51 193 492
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	381	40 141 865 164	126 630 489
42	Autres activités fournies a la collectivité, activités sociales et personnelles	78	24 055 086 374	173 074 786
	<b>Ensemble</b>	<b>11 279</b>	<b>8 757 577 935 035</b>	<b>777 138 871</b>

Le chiffre d'affaires au sein des différentes branches d'activité s'échelonne de quelques millions de FCFA à des centaines de milliards par entreprise. La branche raffinage et cokéfaction, dominée par la SONARA, occupe le premier rang.

## 8. Top 15 des entreprises en termes de chiffres d'affaires en 2013

Tableau 7 : Les quinze premières entreprises en termes de chiffre d'affaires en 2013

N°	Nom	Sigle	Ville
1	Société nationale de raffinage	Sonara	Limbe
2	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun	Sabc	Douala
3	Total Cameroun sa.	Total camerouns.sa.	Douala
4	Mtn cameroon s a	Mtn cameroon sa	Douala
5	Energy of Cameroon (Aes sonel)	Eneo (Aes sonel)	Douala
6	Tradex sa	Tradex	Douala
7	Orange Cameroun sa	Orange	Douala
8	Corlay Cameroun sa	Corlay Cameroun sa	Douala
9	Congelcam sa	Congelcam sa	Yaounde
10	Société de développement du coton du Cameroun	Sodecoton	Garoua
11	Libya oil cameroon	Olibya	Douala
12	Olam cam	Olam cam	Douala
13	Les cimenteries du Cameroun	Cimencam	Douala
14	Compagnie camerounaise de l'aluminium	Alucam	Edea
15	Banque internationale du Cameroun pour l'Épargne et le crédit	Bicec	Douala

Source : Centrale des Bilans

En 2013, la SONARA est resté la première entreprise camerounaise en termes de chiffre d'affaires. Le top 15 est dominé par le secteur tertiaire qui est représenté par neuf entreprises. Il s'agit des géants de la distribution des produits pétroliers (Total Cameroun, Tradex, Libya Oil), de poissons congelés (Congelcam, qui affiche une bonne performance comparativement à 2010 où elle occupait la 15<sup>ème</sup> place) et ceux des télécommunications (Mtn Cameroun, Orange Cameroun). Toutefois, il faut noter la bonne performance des entreprises du secteur secondaire qui a pu hisser cinq (05) entreprises dans ce classement.

## 9. Top 15 des entreprises en termes d'effectifs employés en 2013

Tableau 8 : Les quinze premières entreprises en termes d'effectifs employés en 2013

N°	Nom	Sigle	Ville
1	Cameroon development corporation	Cdc	Limbe
2	Group for security services plc	G4s Security	Douala
3	Hevea camerouns.sa	Hevecams.A	Kribi
4	Plantations du haut penja	Php	Nyombe
5	Africa security Cameroun		Douala
6	Energy of Cameroon (Ex. Aes sonel)	Eneo	Douala
7	Hygiène et salubrité du Cameroun	Hysacam Cameroun	Douala
8	Interima	Interima	Douala
9	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun	Sabc	Douala
10	Cameroon telecommunications	Camtel	Yaounde
11	Société africaine forestière et agricole du Cameroun	Safacam	Douala
12	Cible rh emploi	Cible Rh Emploi	Douala
13	Camrail sa	Camrail Sa	Douala
14	Groupement professionnel des acconiers du Cameroun	Gpac	Douala
15	Société de développement du coton du Cameroun	Sodecoton	Garoua

Source : Centrale des Bilans

Comparativement au Répertoire 2010 issu du RGE2009, la CDC garde la tête du classement des entreprises qui occupent le plus d'actifs. L'on note une remontée de G4s Security qui passe du 4<sup>ème</sup> rang à la deuxième place, devançant ainsi Hevecam et Php qui occupait respectivement la 3<sup>ème</sup> et la 2<sup>ème</sup> place.

Les entreprises Cible rh emploi et Interima apparaissent dans ce classement en raison de leur rôle prépondérant en matière d'intermédiation sur le marché de l'emploi. En effet, leurs employés (4 894) sont à plus de 90% prêtés à d'autres entreprises, et par conséquent considérés par ces dernières comme du personnel extérieur.

Cette performance est à mettre en parallèle avec la dynamique de développement en cours, en vue de créer plus de richesses et d'emplois au sein de l'économie nationale, sans négliger les aspects liés à la sécurité des personnes et des biens.

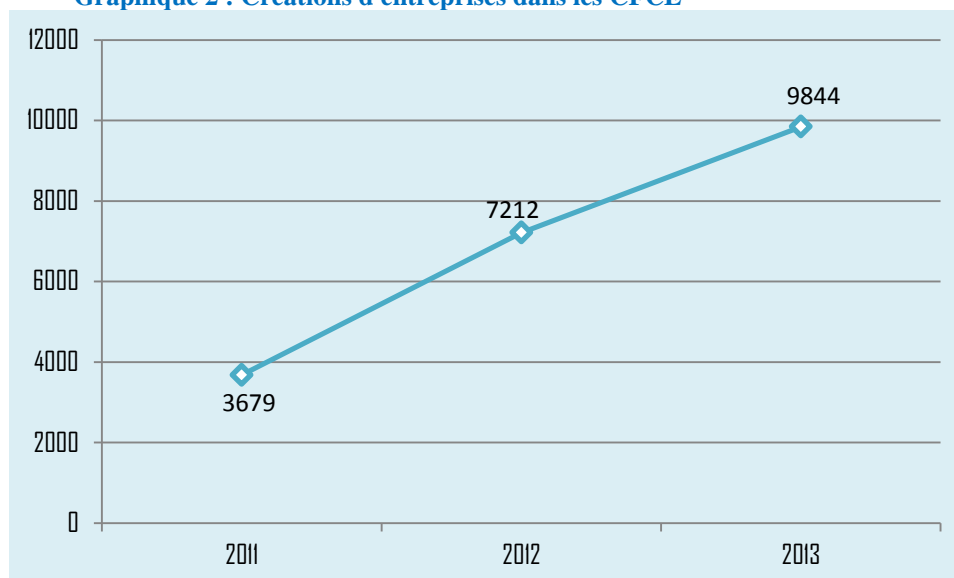
## 10. Dynamique de création des entreprises

Le gouvernement a entrepris depuis 2010 de nombreuses réformes en vue de faciliter la création et la formalisation des entreprises.



Pour l'année 2013, près de 9 900 entreprises ont été créées dans les CFCE. Ces créations concernent aussi bien des créations pures que des formalisations des entreprises informelles déjà existantes. Il existe cependant un gap important entre les entreprises nouvelles enregistrées dans les CFCE et le nombre de DSF effectivement déposés au cours de l'exercice.

Graphique 2 : Créations d'entreprises dans les CFCE



Source : Annuaire Statistique MINPMEESA 2013

### Encadré 3 : Evolution du cadre réglementaire et institutionnel en matière de créations d'entreprises au Cameroun

L'avènement depuis 2010 des Centres de Formalités de Créations d'Entreprises (CFCE), impulsé par le Cameroun Business Forum (CBF) constitue une importante réforme opérée par le Gouvernement, dans le sens de l'amélioration du climat des affaires. Dans son principe, cette réforme vise à simplifier les procédures de création des entreprises qui désormais se font en un guichet unique. A cet effet, d'importants textes ont vu le jour :

- ✓ l'Instruction No 001/CAB/PM du 18 Mars 2010 Relative aux formalités administratives de création des entreprises au Cameroun
- ✓ l'Instruction n°004/CAB/PM du 25 mai 2012 relative aux formalités administratives de création d'entreprises au Cameroun
- ✓ la Circulaire Interministérielle N°001/ MINJUSTICE- MINPMEESA-MINFI du 30 mai 2012 relative à la procédure devant les Centres de Formalités de Création d'Entreprises.

Dix (10) innovations majeures dans la facilitation de la création d'entreprises, ont été introduites, relatives :

1. au coût (qui passe de 53 000 FCFA à 41 500 FCFA pour les personnes physiques),
2. les pièces à fournir (plus besoin de certifier sa CNI),
3. au titre de propriété (qui n'est plus exigible),

4. à la Signature électronique<sup>1</sup> (instaurée conformément à l'Acte Uniforme OHADA révisé portant sur le droit commercial général),
5. à l'Extrait du casier judiciaire (Différé de trois mois, après avoir fait une déclaration sur l'honneur),
6. au Frais de bail (suppression de 10% des frais annuels de bail du local abritant l'entreprise jadis exigé lors de la création),
7. au Statut de l'entrepreneur<sup>2</sup> (catégorie juridique introduite conformément l'Acte Uniforme OHADA),
8. à l'Etablissement des registres de commerce (Mise à disposition du greffier détaché au CFCE d'une série de numéros avec le CFCE comme seul endroit pour établir les RCCM de création d'entreprises),
9. à la Caisse unique (Tous les paiements se font au CFCE dans une caisse unique tenue par un percepteur des recettes) et
10. au Rôle des notaires (Le promoteur peut poursuivre lui-même la procédure après la certification de son contrat de société et la déclaration notariée de souscription).

Après les deux centres pilotes créés à Douala et Yaoundé en 2010, trois autres centres ont été créés en 2011 (Bamenda, Bafoussam, Garoua). Au cours de l'exercice 2013 le Cameroun compte cinq (05) Guichets Uniques opérationnels. La mise en place se fait de façon progressive afin de couvrir à terme l'ensemble des grands bassins potentiels d'entreprises du Cameroun.

Il convient de relever que l'institution des CFCE, s'inscrit dans un programme de réformes d'accompagnement du secteur privé, afin que celui-ci joue son rôle de moteur de la croissance et de création d'emploi. Ce qui exige de la part des opérateurs économiques une transparence dans les affaires. L'institution des centres de gestion agréés, par la loi des finances pour l'exercice 1996-1997 et organisés par le décret N°2000/002/PM du 06 janvier 2000, modifié par le décret N° 2007/0456/PM du 29 Mars 2007 et par la suite, le décret N°2011/1137/PM du 12 Mai 2011 fixant tous les avantages fiscaux accordés aux adhérents desdits centres, participe de ce souci.

En 2013, trois Centres de Gestion Agréés étaient fonctionnels dont deux à Douala (C G A de la CCIMA, C G A de la FENAP) et un à Yaoundé (C G A du Cabinet AUDITEC Consulting et Koussok Thomas).

---

<sup>1</sup> L'acte Uniforme OHADA révisé relatif au droit commercial stipule en son article 82 que « Les formalités accomplies auprès des Registres du Commerce et du Crédit Mobilier au moyen de documents électroniques et de transmissions électroniques ont les mêmes effets juridiques que celles accomplies avec des documents sur support papier, notamment en ce qui concerne leur validité juridique et leur force probatoire.

<sup>2</sup> Il s'agit d'un nouveau statut professionnel qui est organisé, en d'autre terme, d'un nouvel acteur institué dans les activités économiques des Etats membres de l'OHADA. De cette manière, le législateur entend donner la priorité à l'esprit d'entreprise sur les obstacles formels, limiter les investissements du débutant et faciliter le retour dans le circuit économique officiel. En clair, l'entrepreneur est celui-là qui était communément appelé « le commerçant informel ».

## **Conclusion et perspectives**

En 2013, le nombre d'entreprises modernes au Cameroun est passé à 11 279 unités, marquant ainsi une augmentation de 29,7% par rapport à 2010. Ceci s'explique par (i) la création de nouvelles entreprises formelles facilitées par les CFCE et (ii) une meilleure couverture du champ des entreprises modernes.

Concernant la répartition géographique des entreprises du secteur moderne, la ville de Douala, naturellement vient en tête avec 5 589 entreprises (49,55%), suivi de Yaoundé 2 949 soit 26,15 %.

Pour ce qui est de la forme juridique, les entreprises individuelles sont majoritaires, suivi par les Sarl.

Par ailleurs la taille des entreprises est assez modeste, 7 entreprises sur 10 emploient au plus 5 personnes. Toutefois, les PME prises dans leur ensemble ont un effectif employé de 52 071 personnes, soit 23,4% du total des emplois du secteur moderne.

La répartition par branche situe le « Commerce de gros et détail et réparation de véhicules » comme premier pôle de concentration des entreprises, suivi de près par la branche « Activités fournies principalement aux entreprises ».

Concernant le chiffre d'affaires les grandes entreprises, avec 3% de concentration d'entreprises réalisent 84 % du chiffre d'affaires total des entreprises modernes. Selon ce critère, la branche « raffinage et cokéfaction » présente la plus grande performance avec un chiffre d'affaires moyen de 435 843 419 042 Fcfa. En revanche, la branche « industrie de la viande et du poisson » avec un chiffre d'affaires moyen de 1 779 951 Fcfa est la moins performante.

Cette première étude sur le répertoire et la démographie des entreprises modernes en 2013, pour des raisons liées aux préoccupations techniques ne couvre pas entièrement le champ tel que voulu notamment la prise en compte des TPE, des microfinances dont la plupart opère en milieu rural. En outre, nous avons été confrontés à la qualité du renseignement dans les DSF exploitées, tant en ce qui concerne la couverture complète des entreprises qu'en ce qui concerne les données contenues dans les DSF confectionnées par les entreprises, plus précisément, l'insuffisance d'information sur les établissements possédés, le format et l'incohérence des tableaux, l'absence de données dans les tableaux d'identification, des effectifs et de production etc

Malgré ces insuffisances, un important travail d'apurement a été réalisé afin de disposer des données fiables.

Pour les prochaines éditions, la prise en compte des TPE et des microfinances est envisagée. Une meilleure couverture du champ permettra d'augmenter de manière significative le nombre d'entreprises répertoriées.

## **Annexe : Equipe technique**

### **Supervision générale**

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

### **Coordination technique**

AMOUGOU René Aymard Bertrand, Chef de Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Chef de Division du Secrétariat Permanent du Plan Comptable

FOKOU FOPI Serges, Chef de Division des Statistiques des secteurs productifs

WABO Jean Pierre

### **Equipe de rédaction**

FANDIO TCHABO Ferdinand

NANA FEUKEU Armand Diderot

HYGINIUS BINYUYIDZEM

### **Equipe de relecture**

DJIDAWO DIFFO Victor

METANGMO Janvier

DJIALEU Eric Lambert

KONAI Fidèle

TCHAKOUA Herviste

KENMEGNE Kam Jean René

**CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU  
DEPARTEMENT DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**



**BP : 134 Yaoundé**

**Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21**

**Fax : (+237) 222 23 24 37 -**

**Site Web: [www.statistics-cameroon.org](http://www.statistics-cameroon.org)**